

II. Le Second Empire: un régime autoritaire (1852-1870)

A. La mise en place du régime

Progressivement, Louis-Napoléon Bonaparte personnalise son pouvoir.

- Il veut réformer la Constitution pour assurer sa réélection tout en rétablissant le suffrage universel.
Devant le refus de l'Assemblée nationale, il décide un **coup d'État le 2 décembre 1851** : la deuxième République disparaît. Le coup d'État est annoncé par des affiches dans la France entière. Des manifestations ont lieu à Paris (coup d'État considéré comme une action policière violente) mais c'est dans les campagnes que l'opposition est la plus forte. La répression est violente : elle fait plusieurs centaines de victimes. Des milliers d'arrestations ont lieu dans les 32 départements mis en état de siège. Des députés sont emprisonnés ou proscrits.
- C'est dans ce contexte de répression que LNB, qui a rétabli le suffrage universel, remporte le **21 décembre le plébiscite où il demande aux Français le droit de rester au pouvoir pendant dix ans et de rédiger une nouvelle Constitution.**

Il réorganise alors les pouvoirs et promulgue une constitution approuvée par plébiscite et le 2 décembre 1852, Napoléon III proclame le Second Empire, un régime qui se présente comme fort, tout en respectant le peuple.

Organigramme p.84

Napoléon III concentre tous les pouvoirs entre ses mains:

- il a seul l'initiative des lois
- il nomme les ministres, les sénateurs et le Conseil d'État
- les députés du corps législatif (seuls à être élus au suff univ) prêtent un serment personnel à l'empereur et leurs décisions peuvent être annulées par le Sénat.

Doc.5 et 6 p.99 (plébiscite)

-> quelles sont les limites du suffrage universel dans le Second Empire?

Napo III continue d'entretenir sa popularité par des voyages dans l'Empire et utilise le plébiscite pour consulter la nation.

Doc.2 p.100 *Le Second Empire vu d'Angleterre*

On parle de **césarisme démocratique** pour désigner ce régime qui allie pouvoir personnel autoritaire et élections régulières et suff universel.

Dans les faits, les citoyens votent mais entre la censure, les candidatures officielles et la répression des opposants politiques, il n'y a pas de pluralisme politique.

B. Un Etat renforcé au service du régime

Le nombre d'agents de police augmente considérablement: de 3830 en 1850 à 10 500 en 1868.

Doc.3 p.101 George Sand

La censure est mise en place, ce qui rend impossible toute critique du pouvoir. (Victor Hugo s'oppose en secret par des pamphlets *Napoléon le petit*).

Le 14 janvier 1858, un patriote italien (proche de Mazzini, dans le mouvement Jeune Italie) lance une bombe sur le cortège impérial. L'empereur et l'impératrice sont légèrement blessés mais Napoléon III en profite pour renforcer le caractère autoritaire de l'empire.

Il fait passer une loi de sûreté générale qui lui permet d'arrêter et d'exiler sans jugement les républicains ou ceux qui auraient été punis lors du Coup d'Etat de 1851.

20 000 personnes ont été déportées au bagne (Cayenne ou Algérie) sous le Second Empire.

Beaucoup d'opposants s'exilent, comme Victor Hugo ou Edgar Quinet, et alimentent l'opposition au régime à l'étranger.

Les fonctionnaires relaient la propagande impériale, surveillent la population et maintiennent l'ordre. Ils sont près de 700 000 en 1870 (477 000 en 1851).

Doc.1 p.101 *Rôle défini par le décret de mars 1852*

Les préfets, chargés du maintien de l'ordre et de l'exécution des lois, ont un pouvoir fort dans les départements. Ils sont vraiment le relais de l'autorité impériale (-> structures héritées du 1er Empire).

Attention: ces fonctionnaires et préfets étaient parfois déjà en place avant 1851, et tous ne sont pas bonapartistes. Certains restent républicains ou monarchistes, donc n'adhèrent pas entièrement à Napoléon III.

Le régime cherche à impressionner en France et en Europe: organisation de fêtes impériales, la famille impériale est célébrée (anniversaires, naissances...).

Il souhaite aussi avoir une politique extérieure active: guerre de Crimée (1854), guerre aux côtés du Roi de Piémont-Sardaigne Victor-Emmanuel II contre l'Autriche (1859), unification italienne (1860), expédition au Mexique (1862-1867) et choix d'un empereur pour le Mexique (frère de François-Joseph Ier).

Napoléon III cherche aussi à renforcer le rayonnement économique du pays et favorise le développement d'infrastructures (réseau ferré, Paris haussmannien...), stimule le développement industriel et signe un traité de libre-échange avec le RU en 1860.

C. Vers un régime libéral

A partir de 1860, les critiques sont de plus en plus nombreuses: l'Eglise attaque la politique italienne de Napoléon III (perte de pouvoir du pape au

profit de l'unification républicaine), les conservateurs contestent le libre-échange, et le coût de la politique extérieure.

En 1863, les élections législatives donnent des sièges à 15 députés libéraux et 17 députés républicains, qui réclament une libéralisation du régime.

Face aux contestations, Napoléon III réalise quelques réformes:

- le Corps législatif obtient un droit d'interpellation, c-à-d de critiquer le gouvernement
- l'avertissement (ou censure) est supprimé, mais la presse reste très surveillée
- les réunions publiques sont autorisées en 1868, à condition qu'elles n'abordent ni sujet politique, ni sujet religieux.

Les élections législatives de 1869 sont un échec pour le pouvoir (- 1 million de voix).

Napoléon III décide alors que les ministres deviennent responsables devant les députés. Décision approuvée par plébiscite le 8 mai 1870.

Mais la défaite militaire à Sedan face à la Prusse entraîne la chute de Napoléon, qui est fait prisonnier par les Prussiens.

La IIIe République est proclamée le 4 septembre 1870.